

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N° 46 – 7 décembre 2022

En bref

Ce niveau, donné par l'association colombienne des activités minières, est ainsi supérieur à celui de 2020 (49,3 MT) et de 2021 (59,3 MT ; soit +10 %). Les exportations en valeur augmenteront de +144 % sur l'année, en lien avec la hausse du prix du charbon. Toutefois, pour mémoire, la Colombie produisait 80,3 MT de charbon en 2019, et avait atteint un pic à 91 MT en 2016. Le niveau de 2022 est loin des niveaux historiques pre-COVID.

LE CHIFFRE À RETENIR

65,3 MILLIONS

C'est le nombre de tonnes de charbon que la Colombie devrait produire en 2022.

Zoom sur : La situation politique et sociale tendue au Pérou.

L'ex-Président Pedro Castillo est en détention provisoire depuis mercredi 7 décembre. Il avait été arrêté puis destitué à la suite de sa décision anticonstitutionnelle de dissoudre le Congrès. Selon la constitution péruvienne, il revenait à la vice-présidente, Dina Boluarte, de prendre sa succession ; laquelle a prêté serment le jour même. En réponse aux manifestations et mouvements sociaux, la nouvelle Présidente a indiqué – suite à un Conseil des Ministres exceptionnel – qu'elle souhaitait travailler à un accord avec le Congrès pour des élections anticipées en avril 2024, voire fin 2023. Des tensions sociales persistent dans certaines régions du pays, particulièrement à Cusco, Arequipa, Ica ou encore Andahuaylas, et les autorités péruviennes dénombrent actuellement sept morts et plusieurs centaines de blessés. Face à cette situation, le Ministre de la Défense a annoncé aujourd'hui que le gouvernement décrétait l'état d'urgence dans l'ensemble du pays pour trente jours ; une décision qui permet aux forces armées d'intervenir en renfort de la police. Un possible impact sur l'économie péruvienne commence à se dessiner : S&P annonçait passer la perspective pour la notation de la dette à long terme en devises du Pérou de stable à négative (BBB) en raison de la dégradation de la situation politique. Le MEF alerte également sur les conséquences économiques des tensions actuelles qui pourraient entraîner des pertes journalières de 15 à 25 M USD pour le pays.





BOLIVIE

La Bolivie réaffirme son souhait de rejoindre le Mercosur.

Lors du sommet des chefs d'État du Mercosur qui s'est tenu la semaine dernière, le Ministre des affaires étrangères bolivien Rogelio Mayta a réaffirmé le souhait de la Bolivie de matérialiser son adhésion pleine et entière au bloc régional. Le pays est candidat depuis 2012 et les autorités boliviennes indiquent que seul le congrès brésilien n'a pas encore approuvé son accession. Le vice-ministre du commerce extérieur Benjamín Blanco déclarait espérer que l'investiture de Luiz Ignácio Lula da Silva à la Présidence du Brésil, le 1^{er} janvier prochain, permettrait d'aboutir rapidement à cette ultime ratification.

COLOMBIE

Le salaire minimum augmentera de 16 % au 1^{er} janvier 2023.

C'est la décision prise par la commission tripartite (Gouvernement, syndicats et patronat). La prime de transport augmentera pour sa part de 20 %. Le salaire minimum mensuel passera ainsi à 1,16 M COP. La prime de transport atteindra 140 106 COP : le salaire minimum y/c prime de transport atteindra ainsi 1,3 M COP. 3,4 M de Colombiens sont rémunérés au salaire minimum, tandis que 9,4 M sont rémunérés à un salaire inférieur. Pour mémoire, l'inflation atteint 12,5 % g.a. en novembre, et BBVA estime qu'elle sera identique pour l'intégralité de l'année 2022.

Hausse de 5,3 % g.a. de la production industrielle en octobre, selon la DANE.

L'emploi dans l'industrie a par ailleurs augmenté de 3,1 %. Sur les 39 activités industrielles référencées, 25 enregistrent une croissance. La fabrication de véhicules automobiles enregistre une hausse de 92 %. Les secteurs à la peine sont notamment les métaux précieux et non-ferreux (-17 %) et l'industrie chimique de base (-16 %).

La consommation des ménages colombiens sur les 12 derniers mois a atteint 183 Mds EUR.

Selon l'agence de *consulting* Raddar, s'il s'agit d'une augmentation de 12,1 % à prix courants, en termes réels la consommation des Colombiens a baissé de -0,4 %, malgré une croissance économique attendue à 7 % cette année. Raddar explique cette baisse par l'inflation, la dépréciation du COP et les pluies, qui désincitent à la consommation. Le constat est hétérogène : les ménages à faibles revenus ont vu leur consommation baisser de -2,1 %, vs. une hausse de +2,4 % pour les consommateurs les plus aisés.

Les ventes de logement devraient augmenter de 6,7 % en 2023, et atteindre des niveaux records.

Les prévisions indiquent plus de 250 000 de logements vendus l'année prochaine, après près de 235 000 en 2022. Les prévisions de la chambre colombienne de la construction indiquent une baisse de -9,3 % en 2022, en



raison de l'inflation. En 2022, 72 % correspondaient à des logements sociaux. Pour 2023, les meilleures prévisions sont liées à un environnement monétaire et à un marché du travail plus favorables, ainsi qu'à une baisse des prix de la construction.

2022 aura été une année historique pour les producteurs de café.

Selon la fédération nationale des producteurs de café, les exportations ont dépassé les 3,8 Mds USD, soit +37 % vs. 2021, notamment grâce à l'ouverture de nouveaux marchés (Koweït, Vietnam et Malte).

EQUATEUR

Les recettes fiscales atteignent 14 Mds USD entre janvier et novembre 2022.

Les recettes fiscales ont atteint 14 Mds USD entre janvier et novembre 2022, soit 93 % de l'objectif fixé pour cette année. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis 2015 lorsqu'elles s'étaient établies à 14,2 Mds USD. Ceci s'explique par la réforme fiscale mise en place dans le cadre du programme avec le FMI, qui a permis une augmentation de l'impôt sur le revenu de 15 % par rapport à la période janvier – novembre 2021. Les contributions spéciales sur le patrimoine ont permis des recettes de 530 MUSD. Malgré la baisse de l'impôt à la sortie de devises (de 5 % à 4 %), ce dernier a permis de collecter 958 MUSD sur la période (+6 % g.a.).

Le FMI approuve le dernier décaissement de 700 MUSD.

Le conseil d'administration du FMI a approuvé le dernier décaissement de 700 MUSD au titre des 6^{ème} et 7^{ème} revues du programme en cours (6,5 Mds USD sur 27 mois). Ce dernier décaissement marque la fin du programme mis en place en 2019 (et renégocié en 2021) : c'est la première fois depuis 1961 que l'Équateur mène à terme avec succès un programme avec le FMI. Un programme de suivi avec le FMI est prévu pour les 5 prochaines années.

GUYANA

Le Gouvernement a réalisé un 3^{ème} retrait sur le fonds souverain des recettes pétrolières, de 207,6 MUSD.

Le Ministre des Finances a indiqué qu'il s'agira du dernier retrait sur le fonds pour 2022. Le Fonds des Ressources Naturelles (NRF) concentre les recettes publiques issues de l'exploitation pétrolières au Guyana, et les retraits au profit du budget de l'État sont encadrés par une formule garantissant le soutien de la durabilité du fonds. Ce 3^{ème} retrait amène l'intégralité des sommes retirées en 2022 à 607,6 M USD.



PEROU

En 2022, le Pérou est le 1^{er} fournisseur d'avocats des pays européens.

Le pays a exporté 2,4 millions de tonnes d'avocats dans le monde entre janvier et novembre 2022, dont 43 % à destination des Etats-Unis et 34 % à destination de l'Europe. Les exportations d'avocats depuis le Pérou vers l'Europe sont trois fois supérieures à celle de la Colombie (2^{ème} fournisseur), laquelle est suivie de près par le Chili (3^{ème} fournisseur). Elles ont augmenté de 7 % en 2022 (volume) et les principaux pays clients sont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

SURINAME

Stanley Raghoebarsing a été nommé Ministre des Finances le 13 décembre.

Il a, par le passé, été deux fois Ministre, commissaire du Gouvernement auprès de la Banque centrale du Suriname, et conseiller au Ministère des Finances. Il devra dans un premier temps présenter un projet de loi de finances rectificatif pour 2023 visant à intégrer le nouvel environnement macroéconomique dans les prévisions.

Aussitôt nommé, le Ministre a critiqué l'action du FMI dans le pays.

Pour mémoire, le Suriname est actuellement sous programme EFF du FMI. Lors d'une discussion avec les services du FMI, le Ministre leur a notamment indiqué qu'ils étaient – pour partie – responsables de la situation économique du pays, notamment dans le cadre de prêts au Suriname pendant l'administration précédente. Il a également indiqué qu'il souhaite que le FMI leur propose des solutions concrètes basées sur les succès d'autres pays, et pas sur la théorie économique tel que c'est aujourd'hui le cas, selon lui. Il a par ailleurs indiqué qu'il souhaite la mise en place d'un nouveau programme avec le FMI, les objectifs de l'actuel étant obsolètes depuis le début de la guerre en Ukraine.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en octobre
BOLIVIE	11,96	43,4	6,1	3,8	-1,4	82,6	118	+1	2,9
COLOMBIE	51,61	342,9	10,7	7,6	-5,1	61,1	88	0	12,2
EQUATEUR	18,01	115,5	4,2	2,9	2,4	58,9	95	+4	4,0
GUYANA	0,792	14,8	23,8	57,8	43,5	22,8	108	+1	6,5
PEROU	34,17	239,3	13,6	2,7	-3,0	34,8	84	+1	8,3
SURINAME	0,617	3,0	-3,5	1,3	-2,0	134,0	99	-7	49,1
VENEZUELA	26,92	82,1	0,5	6,0	4,0	n.a	120	-2	173
ARGENTINE	46,30	630,7	10,4	4,0	-0,3	76	47	0	88,0
BRESIL	213,9	1 894,7	4,6	2,8	-1,5	88,2	87	-1	6,5
CHILI	19,92	310,9	11,7	2,0	-6,7	36,2	42	+1	12,8
MEXIQUE	130,1	1 424,5	4,8	2,1	-1,2	56,8	86	+2	8,4

Source : données FMI (WEO, octobre 2022), PNUD, Banques centrales des pays concernés, OFV pour le Venezuela.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international